



REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° PC 046 240 23 S 0002
<p data-bbox="261 147 703 181">Commune de ROCAMADOUR</p>  	<p data-bbox="778 114 1106 141">Date de dépôt : 11/01/2023</p> <p data-bbox="778 172 1193 199">Date affichage Mairie : 11/01/2023</p> <p data-bbox="778 232 1374 259">Demandeur : Association Diocésaine de Cahors</p> <p data-bbox="778 293 1179 320">Pour : Réhabilitation du château</p> <p data-bbox="778 353 1422 380">Adresse Terrain :Le Château 46200 ROCAMADOUR</p>

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire avec prescriptions
au nom de la commune de ROCAMADOUR

Le Maire de ROCAMADOUR,

Vu la demande de Permis de Construire présentée le 11/01/2023 par l'Association Diocésaine de Cahors, représentée par. Monsieur CAMIADE Laurent demeurant : 134 rue Frédéric Suisse 46000 CAHORS ;

Vu l'objet de la demande :

Pour la réhabilitation du château ;

Sur un terrain situé à : Le Château 46200 ROCAMADOUR ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Inondation – Mouvements de terrain (PPRiMdt) applicable en date du 06/01/2016 ;

Vu la zone rouge Rf,p (affaissements, effondrements et éboulement/chute de blocs) dudit PPRiMdt ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 02/03/2009, révision simplifiée 1 et 2 et modification n°1 du 13/05/2013, modification n°2 le 28/04/2014, révisé le 28/01/2018 ;

Vu la zone Ua ;

Vu l'avis de la DDT du Lot, service Gestion des Sols et Ville Durable Unité Risques, en date du 08/02/2023 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de Gourdon en date du 16/03/2023 ;

Vu les avis formulés par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du Lot, en sa séance du 16 février 2023 ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France, sous réserve des prescriptions de l'Arrêté Ministériel émis suite au passage du projet en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en date du 28/02/2023 ;

Vu l'arrêté ministériel d'autorisation spéciale de travaux en site classé assorti de prescriptions du 08/06/2023 autorisant les travaux ;

Considérant que le projet porte sur la réhabilitation du château ;

Considérant que le projet se situe dans le champ de protection au titre des Monuments Historiques (site classé de l'ensemble formé sur le territoire de la commune de Rocamadour par la vallée de l'Alzou parmi les sites du département du Lot) ;

Considérant que le projet se situe en zone Rouge (Rf,p - affaissements, effondrements et éboulement/chute de blocs) au PPRiMdt ;

Considérant que le projet est considéré comme un Etablissement Recevant du Public (ERP) ;

ARRÊTÉ

Article 1

Le permis de construire n° **PC04624023S0002** est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions précisées dans l'arrêté ministériel datée du 08/06/2023 dont copie est annexée au présent arrêté seront dûment respectées.

Les prescriptions émises par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de Gourdon en date du 16/03/2023 dont copie est annexée au présent arrêté seront scrupuleusement respectées.

ROCAMADOUR, le 20 JUIN 2023

Pour Madame le Maire, le 1er Adjoint délégué à l'urbanisme,,

Philippe DE HOUX



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Respect de l'autorisation

Le fait de réaliser des travaux non conformes au permis de construire ou sans respecter ses prescriptions est passible de sanctions pénales, puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6 000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L. 430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex) ou, à compter du 30 novembre 2018, par l'application informatique Télérecours, (accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>) dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant le Maire de la commune par courrier. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite du recours gracieux). Le pétitionnaire peut contester l'avis négatif de l'Architecte des Bâtiments de France par courrier en LRAR au Préfet de Région dans un délai de deux mois à compter de la notification du refus d'autorisation.